

Arrêté n° PCICP2025234-0004

Arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires applicables aux installations de la société
VIVESCIA situées sur le territoire de la commune de THENNELIÈRES

Le préfet de l'Aube
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement ;

VU le décret du 26 janvier 2023 nommant M. Mathieu ORSI secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU le décret du 23 octobre 2024 nommant M. Pascal COURTADE préfet de l'Aube ;

VU l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 74/4886 du 20 août 1974 ;

VU l'arrêté préfectoral n° PCICP2025127-0002 du 7 mai 2025 portant délégation de signature à M. Mathieu ORSI secrétaire général de la préfecture de l'Aube ;

VU le rapport d'analyse complémentaire des phénomènes dangereux issus de l'étude de dangers 23 910 RMS 11539 00 P v0 du 15 décembre 2023 ;

VU le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 16 juin 2025 ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant par courrier recommandé du 16 juin 2025 avec accusé de réception du 19 juin 2025 ;

VU l'absence d'observations présentées par la société sur ce projet ;

CONSIDÉRANT que l'article 10 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 préconise notamment « *la mise en place de mesures de protection adaptées aux silos et aux produits permettant de limiter les effets d'une explosion et d'en empêcher sa propagation, sans préjudice des dispositions du code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances* » ;

CONSIDÉRANT que la mise en place des solutions proposées par l'exploitant et le bureau d'études dans le rapport d'analyse complémentaire des phénomènes dangereux issus de l'étude de dangers, permet de limiter les zones d'effets dans le cas d'un éventuel accident sur ces installations ;

CONSIDÉRANT que pour les phénomènes dangereux retenus dans le rapport d'analyse complémentaire des phénomènes dangereux issus de l'étude de dangers, la mise en place d'évent ou de surfaces soufflables, et/ou de découplage permet de diminuer les zones d'effets ;

CONSIDÉRANT qu'à l'issue des travaux, il convient de réaliser une mise à jour des plans de l'installation et de transmettre le périmètre des zones d'exposition aux risques nécessitant une maîtrise de l'urbanisation, périmètre résultant notamment de l'évaluation des zones d'effets pour les phénomènes dangereux ;

CONSIDÉRANT que, le cas échéant, il convient de communiquer à l'inspection des installations classées les éléments nécessaires à la réalisation d'un Document d'Information sur les Risques Industriels (DIRI) ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

ARRÊTE

ARTICLE 1 – OBJET

La société VIVESCIA, dont le siège social est situé 2 rue Clément Ader à REIMS (51100), est autorisé à poursuivre l'exploitation de ses installations situées 3 rue de la Gare sur le territoire de la commune de THENNELIERES sous réserve du respect des prescriptions des articles du présent arrêté.

ARTICLE 2 – LIMITATION DES ZONES D'EFFET AU SIXIÈME ÉTAGE

Dans un délai d'un an, l'exploitant installe une paroi de découplage munie d'une porte entre les deux tranches de la galerie supérieure.

La paroi de découplage se situe entre la tour de travail, au 6^e étage, et la passerelle d'accès à la galerie supérieure. La paroi de découplage et les fixations devront avoir une résistance supérieure à la pression réduite en fin d'explosion calculée dans l'étage concerné.

L'exploitant réalise un complément de surface soufflable de 8m² au niveau du volume A, au 6^e étage.

ARTICLE 3 – LIMITATION DES ZONES D'EFFET AU DEUXIÈME ÉTAGE

Dans un délai d'un an, l'exploitant installe deux parois de découplage munie chacune d'une porte entre la tour de travail et chacune des parties du deuxième étage renfermant le matériel de nettoyage du grain. La paroi de découplage et les fixations devront avoir une résistance supérieure à la pression réduite en fin d'explosion calculée dans l'étage concerné.

ARTICLE 4 – LIMITATION DES ZONES D'EFFET AU REZ-DE-CHAUSSÉE

Dans un délai d'un an, l'exploitant installe une surface d'évent minimale complémentaire de 3 m² avec une pression d'ouverture de 100 mbar, visant à ce que les zones d'effet 140 mbar restent incluses dans les limites du site.

ARTICLE 5 – PÉRIMÈTRE D'ÉLOIGNEMENT

Dans un délai de trois mois après la réalisation des travaux, l'exploitant transmet une mise à jour des plans de son installation, ainsi que le périmètre des zones d'exposition aux risques nécessitant une maîtrise de l'urbanisation, périmètre résultant notamment de l'évaluation des zones d'effets pour les phénomènes dangereux. Ces éléments sont portés à la connaissance de l'inspection des installations classées et du maire de THENNELIÈRES.

Les phénomènes dangereux dont les effets dépassent les limites de propriété de l'établissement devront respecter le formalisme attendu. La classe de la probabilité d'occurrence de A à D est associée à chaque phénomène dangereux identifié.

Les classes de probabilité d'occurrence sont définies de la façon suivante :

- **classe de probabilité d'occurrence A** pour les "événements courants" susceptibles de se produire plus d'une fois tous les 100 ans ;
- **classe de probabilité d'occurrence B** pour les "événements probables" susceptibles de se produire plus d'une fois tous les 1 000 ans mais moins d'une fois tous les 100 ans ;
- **classe de probabilité d'occurrence C** pour les "événements improbables" susceptibles de se produire plus d'une fois tous les 10 000 ans mais moins d'une fois tous les 1 000 ans ;

- **classe de probabilité d'occurrence D** pour les "événements très improbables" susceptibles de se produire plus d'une fois tous les 100 000 ans mais moins d'une fois tous les 10 000 ans ;
- **classe de probabilité d'occurrence E** pour les "événements possibles mais extrêmement peu probables" susceptibles de se produire moins d'une fois tous les 100 000 ans.

ARTICLE 6 – NOTIFICATION ET PUBLICATION

Le présent arrêté est notifié au directeur de la société VIVESCIA.

Il est publié sur le site internet des services de l'État dans l'Aube pendant une durée minimale de quatre mois.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de THENNELIÈRES pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait du présent arrêté énumérant les prescriptions auxquelles l'établissement est soumis, est affiché par le maire de THENNELIÈRES, dans sa mairie, pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé par le maire à la préfecture de l'Aube – pôle de coordination interministérielle et de concertation publique.

ARTICLE 7 – EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le maire de THENNELIÈRES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Troyes, le **22 AOUT 2025**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,


Mathieu ORSI

Délais et voies de recours : En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, par la voie postale (25, rue du Lycée – 51036 Châlons-en-Champagne cedex) ou par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours (www.telerecours.fr) :

- 1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée ;
- 2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de la présente décision.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Obligation de notification des recours : Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux, conformément aux dispositions de l'article R. 181-51 du code de l'environnement.